

Magistrat de parquet

Profil recherché

Niveau d'études

Expérience

Magistrat de parquet (substitut du procureur du Roi ou substitut de l'auditeur du travail) (M/F/X).

Licence ou master en droit.

- Avoir accompli le stage judiciaire et être détenteur du certificat de réussite (cf. fiche stage judiciaire).

OU

- Avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle et posséder au moins:
 - a) 5 années de barreau, de fonctions judiciaires ou de notaire, de fonctions académiques ou scientifiques en droit, ou de fonctions juridiques dans un service public ou privé

ou

- b) avoir pendant 4 années exercé les fonctions de conseiller, d'auditeur, d'auditeur adjoint, de référendaire, de référendaire adjoint au Conseil d'Etat ou des fonctions de référendaire à la Cour de cassation ou à la Cour constitutionnelle ou des fonctions de référendaire ou de juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de 1ère instance.

OU

- Avoir : a) exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale pendant 20 ans au moins **ou** b) avoir exercé pendant 15 ans au moins cette activité à titre d'activité professionnelle principale et pendant 5 ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit **et** avoir réussi l'examen oral d'évaluation.

Description

Le Ministère public est chargé de toute une série de tâches et de missions, dans le traitement et le suivi des affaires tant répressives que civiles.

En matière répressive, les magistrats du ministère public veillent (dans l'intérêt de la communauté) au déroulement correct et au règlement de la procédure pénale. Ils le font tant au niveau du traitement de l'affaire au fond qu'au niveau du déroulement de la procédure d'information et d'instruction préalable (pour les juridictions d'instruction: chambre du conseil et chambre des mises en accusation). A l'audience, ils demandent l'application des lois pénales; ils veillent également à ce que les mesures nécessaires soient prises pour l'exécution appropriée des peines prononcées. En matière civile, le Ministère public intervient d'office dans les cas visés par la loi et dès que l'ordre public requiert son intervention. En ces matières, le Ministère public donne un avis (écrit ou oral) relatif au procès.

Environnement

Parquet ou auditorat du travail.

Rémunération

Magistrat de parquet débutant: 6.465,18 €*.

Substitut comptant 12 années d'ancienneté: 8.034,74 €*.

* (= montant mensuel brut indexé au 01/01/2023).

Carrière

- Devenir premier substitut du procureur du Roi ou premier substitut de l'auditeur du travail, procureur du Roi ou auditeur du travail.
- Une nomination dans un parquet général ou un auditorat général.

Avantages

Formation continue, sécurité d'emploi, résolution de conflits, autonomie de décision, emploi passionnant et diversifié, utilité sociale et importance de la tâche dans le bon fonctionnement de la démocratie, indépendance garantie dans l'exercice de la fonction.

Informations

Conseil Supérieur de la Justice

Rue de la Croix de Fer 67 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/535.16.16 • Fax: 02/535.16.20

E-mail: info@csj.be • Site web: www.csj.be

SPF Justice

Direction générale de l'Organisation Judiciaire

Boulevard de Waterloo 115 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/552.25.23 • E-mail: infojob@just.fgov.be

En collaboration avec le SPF Justice



Juge

Profil recherché

Niveau d'études

Expérience

Juge (au tribunal de première instance, au tribunal du travail, au tribunal de l'entreprise) (M/F/X).

Licence ou master en droit.

- Avoir accompli le stage judiciaire et être détenteur du certificat de réussite (cf. fiche stage judiciaire)

OU

- Avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle et posséder au moins:

a) 10 années de barreau (sans interruption)

ou

b) 5 années en tant que magistrat de parquet, juge, conseiller d'Etat, auditeur, auditeur adjoint, référendaire, référendaire adjoint au Conseil d'Etat, référendaire à la Cour de cassation ou à la Cour constitutionnelle, référendaire ou juriste de parquet près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance

ou

c) 12 années au barreau, comme notaire, dans des fonctions académiques ou scientifiques en droit ou dans une fonction juridique du service public ou privé.

OU

- **Avoir :** **a)** exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale pendant 20 ans au moins ou **b)** avoir exercé pendant 15 ans au moins cette activité à titre d'activité professionnelle principale et pendant 5 ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit
et avoir réussi l'examen oral d'évaluation.

Description

Dire le droit. Participer activement à l'élaboration de la jurisprudence.

Environnement

Tribunal de première instance, tribunal du travail ou tribunal de l'entreprise.

Rémunération

- Juge débutant: 6.465,18 €*.
 - Juge comptant 12 années d'ancienneté: 8.034,74 €*.
- * (= montant mensuel brut indexé au 01/01/2023).*

Carrière

- Devenir vice-président ou président d'un tribunal.
- Promotion par une nomination dans une cour d'appel ou dans une cour du travail.

Avantages

Formation continue, sécurité d'emploi, indépendance, résolution de conflits, autonomie de décision, emploi passionnant et diversifié, utilité sociale et importance de la tâche dans le bon fonctionnement de la démocratie, indépendance garantie dans l'exercice de la fonction.

Informations

Conseil Supérieur de la Justice

Rue de la Croix de Fer 67 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/535.16.16 • Fax: 02/535.16.20

E-mail: info@csj.be • Site web: www.csj.be

SPF Justice

Direction générale de l'Organisation Judiciaire

Boulevard de Waterloo 115 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/552.25.23 • E-mail: infojob@just.fgov.be

En collaboration avec le SPF Justice

Stage judiciaire (magistrat en formation)

Profil recherché

Jeune juriste talentueux disposant d'une première expérience professionnelle (M/F/X).

Niveau d'études

Licence ou master en droit.

Expérience

- 2 ans de barreau ou toute autre expérience juridique (au cours des 4 années qui précèdent l'inscription au concours).
- Réussir le concours organisé par le Conseil supérieur de la Justice (taux de réussite en 2020 16 %, en 2021 : 25 % et en 2022 : 45 %) - www.csj.be.

Description

Le stage qui donne accès à la fonction de magistrat du ministère public ou du siège a une durée de 2 ans et comprend une formation théorique et pratique. Vous êtes constamment accompagné, coaché et intensément préparé à la fonction de magistrat. La formation théorique consiste en un cycle de cours organisés par l'Institut de formation judiciaire. La formation pratique se déroule en plusieurs stades successifs :

- du 1^{er} au 3^{ème} mois et du 5^{ème} mois au 15^{ème} jour du 12^{ème} mois : stage au sein d'un parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail ;
- durant le 4^{ème} mois et à partir du 16^{ème} jour du 23^{ème} mois jusqu'au 24^{ème} mois : stage externe (par exemple : dans un établissement pénitentiaire, un service de police, une étude de notaire ou d'huissier de justice, dans un service juridique d'une institution publique économique ou sociale, ou au parquet fédéral) ;
- à partir du 16^{ème} jour du 12^{ème} mois jusqu'au 15^{ème} jour du 23^{ème} mois : stage au sein d'une ou de plusieurs chambres du tribunal de première instance, du tribunal du travail et/ou du tribunal de l'entreprise incluant un stage externe à l'étranger.

Si le rapport final d'évaluation du stage est favorable et si le magistrat en formation a accompli toutes les obligations du stage, il se voit délivrer un certificat de réussite qui lui permet de postuler une place de magistrat.

Environnement

Parquet ou tribunal.

Rémunération

Magistrat en formation: 3.646,48 €*.

Juge ou magistrat de parquet débutant: 6.465,18 €*.

Juge ou substitut comptant 12 années d'ancienneté : 8.034,74 €*.

* (= montant mensuel brut indexé au 01/01/2023).

Carrière

Au terme du stage, possibilité d'être nommé magistrat de parquet (substitut du procureur du Roi ou substitut de l'auditeur du travail) ou juge.

Avantages

Suivre une formation initiale poussée + formation continue, sécurité d'emploi, résolution de conflits, autonomie de décision, rémunération pendant la formation, utilité sociale et importance de la tâche dans le bon fonctionnement de la démocratie.

Informations

Conseil Supérieur de la Justice

Rue de la Croix de Fer 67 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/535.16.16 • Fax: 02/535.16.20

E-mail: info@csj.be • Site web: www.csj.be

SPF Justice

Direction générale de l'Organisation Judiciaire

Boulevard de Waterloo 115 • 1000 Bruxelles

Tél: 02/552.25.23 • E-mail: infojob@just.fgov.be

En collaboration avec le SPF Justice